

De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité

Un chantier de l'*Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire*

**Contribution à l'assemblée de Lille
2 – 10 décembre 2001**

**ECOLE DE LA PAIX
7 rue Très Cloîtres
38000 GRENOBLE
FRANCE
Tél : 33/(0)4-76-63-81-41
Fax : 33/(0)4-76-63-81-42
Mél : ecole@ecoledelapaix.org
Web : <http://www.ecoledelapaix.org>**

UN PROGRAMME DE RECHERCHE

de l'*Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire*

La conversion des industries d'armement correspond aujourd'hui à la remise en cause, non seulement d'une activité industrielle, mais surtout d'une certaine organisation de la vie des hommes et des sociétés, au centre de laquelle figure une préoccupation essentielle qui est celle de leur sécurité. De ce fait, son **approche** ne pouvait être uniquement technique mais **interdisciplinaire**.

L'**approche** devait aussi être **internationale** car la conversion de l'armement concerne directement d'importants systèmes sociaux, industriels et techniques dans de nombreux pays et régions du monde, notamment dans les grands pays industrialisés qui ont été à la base de la logique de "guerre froide".

Enfin, l'objectif essentiel consistait surtout à développer une **capacité de proposition** associant toutes les parties concernées, depuis les travailleurs des industries d'armement, jusqu'aux responsables des forces armées, en passant par les responsables politiques, les animateurs des organisations travaillant pour la paix, les chercheurs, les organismes spécialisés, etc.

Le programme de travail s'est articulé principalement autour d'un **bulletin international d'échange d'expériences et d'idées** publié en français et en anglais.

L'information a été présentée sous deux formes différents :

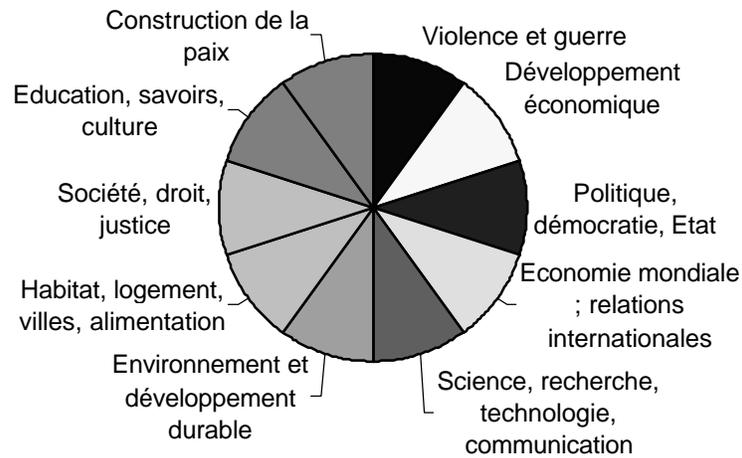
- **des fiches normalisées pour récolter les expériences**
- **des articles de fond**

Des rencontres internationales ont également été organisées.

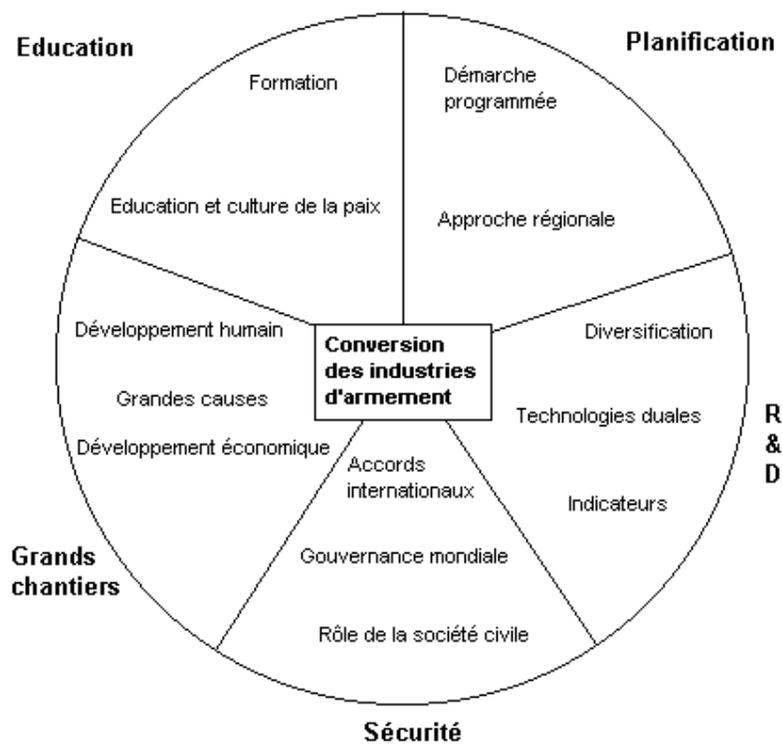
Ce programme a été conduit par l'**ÉCOLE DE LA PAIX**, association loi 1901 - sans appartenance politique ni confessionnelle. Cette association a pour but l'information et l'éducation des citoyens en vue de promouvoir des relations sociales locales, nationales et internationales plus pacifiques. C'est un établissement permanent de rencontre et de dialogue, de recherche, d'information et de conseil, d'enseignement et de formation.

Philippe MAZZONI
Richard PÉTRIS

LES RAPPORTS ENTRE CONVERSION DES INDUSTRIES D'ARMEMENT ET...



LES CINQ CHAMPS D'ACTION ETUDIES et les principales perspectives d'évolution



LE POINT SUR LES CINQ CHAMPS D'ACTION

Un plan-programme pour la conversion

A ce thème était associé l'idée d'une planification nécessaire de la conversion, à la fois pour orienter par une politique publique ferme et claire les dépenses d'armements résolument à la baisse, et pour maîtriser les adaptations nécessaires à cette évolution tant au niveau de l'outil industriel et de recherche que des personnels.

Evolution des budgets nationaux de défense

Globalement on est passé de 1 000 milliards de dollars par an en 1987 à 815 milliards en 1992. Le commerce international d'armement a été divisé par deux en volume entre 1987 (46 milliards de dollars) et 1993 (22 milliards). "Où sont les dividendes de la paix ?" En termes économiques, la réallocation des réductions des dépenses militaires vers des objectifs civils de développement n'est pas immédiate. La non dépense n'est pas une ressource disponible. La conversion a d'abord un effet négatif sur l'économie : diminution des commandes de l'Etat, coût des restructurations, coût du chômage.

(B. REVERDY, *Conversion n°1*)

On a pu constater que les crédits de défense se sont clairement orientés à la baisse (de l'ordre d'un tiers entre 1987 et 1992). Cette baisse, bien sûr inégale, a profité surtout aux pays occidentaux. D'autres pays, notamment en Asie du Sud-Est, sont eux en plein (sur)équipement. Cette diminution drastique des crédits de défense s'est organisée suivant les pays par des lois de programmation militaires successives. La planification semble faite pour plusieurs années. Mais aujourd'hui, les crédits stagnent tout en restant encore à un niveau très élevé. Qu'en est-il du but souhaitable lui-même qui est une baisse beaucoup plus considérable encore ? Le problème nouveau n'est donc plus de réaliser cette restructuration vers la diminution mais de l'accompagner et de la pousser encore plus loin. **Comment aller plus loin ?**

Cette baisse des dépenses d'armement a eu plusieurs facteurs déclencheurs : une prise de conscience et une pression des opinions publiques concernant les aberrations du surarmement (notamment nucléaire), l'opportunité de la fin de la guerre froide, et la contrainte financière due à la crise internationale.

Aujourd'hui, ces trois facteurs ont beaucoup changé.

Si les opinions publiques sont toujours conscientes des risques du surarmement, elles sont aussi confrontées à la crise de l'emploi en Europe, aux conflits ethniques en Afrique, aux revendications territoriales en Asie, etc. En Europe, localement, la diminution des crédits d'armements s'est heurtée aux **difficultés sociales** des années 90 (licenciements, fermetures d'usines, chômage...) qui ont amené certains à prendre position à l'opposé, pour l'armement ! On peut espérer que ces dernières difficultés ne sont que conjoncturelles, cependant il convient à ce niveau de **laisser du temps au temps** : la programmation industrielle et ses investissements, de même que la diversification, le reclassement de salariés et la survie économique d'une

Répercussion sur les systèmes productifs régionaux

L'industrie de la défense est un système productif à l'échelle nationale où les différentes fonctions sont définies par un centre qui les répartit ensuite sur les différents territoires régionaux. Les entreprises sous-traitantes se retrouvent avec de graves difficultés de redéploiement, car elles ont une information restreinte sur le marché militaire comme sur le marché civil. Dans un processus routinier de relations privilégiées avec un seul donneur d'ordres, elles ont altéré leur capacité de veille et ne sont plus aptes à intégrer des informations venant des autres marchés civils.

(B. REVERDY, *Conversion n°1*)

Les principaux freins à la conversion chinoise

Les principaux freins à la conversion ont été analysés conjointement par les représentants chinois et les experts étrangers. La reconnaissance de ces difficultés dès la fin des années quatre vingt a permis d'apporter déjà les premières corrections :

- Les coûts élevés de transaction.

Développer une activité commerciale en particulier à partir des provinces centrales, présente de nombreuses difficultés : problèmes de logistique, manque de lisibilité des législations fiscales et commerciales, accès au capital, marché du travail rigide.

- La difficulté pour évaluer les risques du marché, l'obsolescence des technologies, ou les incertitudes financières.

- Le manque de pratique en matière de négociation commerciale, d'alliance stratégique ou de protection industrielle.

- La faible intégration horizontale des économies régionales qui isole totalement les unités de production de leur environnement immédiat. Pas de marché régional pour les produits, pas de sous-traitance ou de services aux entreprises.

- La difficulté d'accéder aux informations sur les marchés nationaux. Paradoxalement les marchés internationaux peuvent être appréhendés plus rapidement.

(B. REVERDY, *Conversion n°5*)

ville ou d'une région ne se transforment pas en un an...

En ce qui concerne l'**outil industriel**, le début des années 90 a vu une phase de **privatisation** des entreprises d'armement qui a permis l'entrée d'autres actionnaires que l'Etat et une **diversification** des entreprises : même si la part armement n'a pas disparu, elle est devenue le plus souvent minoritaire dans le chiffre d'affaire des sociétés concernées. La dernière phase, encore en cours en Europe, est celle de la

concentration. A noter que pour certaines entreprises, américaines surtout, la survie a consisté en une fuite en avant pour conserver leur place sur le marché, parvenant même à maintenir ce marché de manière artificielle en créant l'illusion que l'appareil militaire doit grandir si le pays veut maintenir son rang dans la hiérarchie mondiale... Quoiqu'il en soit, cette concentration a et aura un effet certain sur **la réduction des coûts et la coopération** sur la conception des nouveaux systèmes d'armes...

Cette transition industrielle correspond aussi, en Europe, à **l'émergence politique d'une Europe de la défense** qui sera sans doute une bonne chose pour les coopérations militaire et industrielle, et donc pour la **réduction du nombre de matériels et de leurs coûts.**

A l'opposé de ces facteurs positifs, on peut constater l'émergence de nouvelles menaces que avec la multiplication des petits conflits sur lesquels les armements actuels sont parfois impuissants : conflits ethniques, intégrismes, partage des richesses... Les événements de ces derniers mois mettent sur le devant de la scène la lutte contre les terrorismes et les trafics illicites. Le projet de "bouclier" américain est encore une autre priorité affichée, fruit du lobbying des entreprises d'armement américaines... Ne risque-t-on pas de retomber dans une course à d'autres armements et, de nouveau, dans une augmentation des budgets militaires ?

Il faut noter aussi que la mauvaise prospective des lois de programmation militaire et leur non-respect (suppression de crédits) habituel ne favorise pas une bonne planification des programmes et une bonne gestion de l'outil industriel...

A court et moyen terme, on peut espérer profiter et accompagner jusqu'au bout l'orientation à la baisse des dépenses d'armement des années 90. Mais pour aller plus loin, il faut susciter d'autres dynamiques de conversion. C'est dans les champs d'action suivants que celles-ci devraient se situer.

Une recherche-développement plus pacifique

Partant de la constatation que l'essentiel des crédits de recherche étaient d'origine militaire, l'étude visait le rééquilibrage de ces budgets au profit du civil, ainsi que le contrôle des brevets et des techniques sensibles.

Au niveau financier, on peut constater que cette réorganisation a eu lieu en partie et que **la recherche dépend beaucoup moins du militaire**. Ceci est une conséquence directe de la diminution des budgets de défense, mais ne correspond pas en soi à une dynamique propre. Seule peut-être, l'Europe a une politique de recherche orientée clairement vers les besoins pacifiques. Il faut dire qu'elle n'avait pas jusqu'à présent de compétence en matière de défense. Qu'en sera-t-il par la suite ?

D'autre part, on peut constater que si le militaire ne finance plus majoritairement les laboratoires, il exerce toujours une veille très importante allant même dans certains cas jusqu'à détourner à son profit les budgets civils. Le projet américain (Technology Reinvestment Project américain), initialement louable, a été en partie détourné. Force est de constater que **les technologies duales ont profité aux industries d'armement beaucoup plus qu'aux industries civiles**.

Le rôle des *thinks tanks* américains dans l'avenir

Les *thinks tanks* suivront résolument et sans équivoque la voie empruntée depuis une dizaine d'années par les fondations vers une vision nouvelle de la sécurité globale (terminologie qui pourrait aussi changer) et vers une réorientation de la hiérarchie des valeurs humaines, où la sécurité traditionnelle est remplacée par une vision différente de l'environnement humain et naturel. Nous devrions aussi assister à la multiplication du nombre d'instituts de recherche, dû à la croissance des fonds philanthropiques, avec l'arrivée de nombreux petits centres hyperspécialisés, y compris dans des domaines liés à la technologie, et non plus seulement dans les sciences sociales. Si le nombre d'*advocacy think tanks* n'avait pas augmenté sensiblement depuis les années 1970-1980 et l'arrivée des centres conservateurs, on pourrait assister durant la prochaine décennie à une nette croissance du nombre d'instituts actifs dans le domaine de la paix, de la démocratie, de la santé publique et de la défense de l'environnement.

(A. BLIN, *Etude pour Conversion, été 2001*)

technologies duales, de l'éthique des scientifiques et des gouvernements, de la veille pour la paix, etc., il reste à développer des indicateurs de paix (démocratie, droits de l'homme, éducation, environnement, rôle des femmes, ...) qui permettront de traiter enfin de prévention !

Evolution des liens entre défense, recherche et technologie

Les schémas opératoires des années 60 et 70 selon lesquels certains secteurs ont pu se développer grâce aux marchés militaires (semi-conducteurs, nouveaux matériaux, espace...) ne sont plus reproductibles aujourd'hui. On peut même craindre qu'une trop grande dépendance des crédits de la défense ait détourné les chercheurs d'autres questionnements en provenance des entreprises ou d'autres préoccupations de la société en général.

La notion de technologies duales est alors de plus en plus utilisée par les milieux de la défense pour qualifier l'émergence de technologies utiles aussi bien au secteur civil qu'au secteur militaire. Existe-t-il vraiment des technologies duales disponibles pour le militaire comme le civil ? Si la recherche de base peut effectivement être considérée comme générique en ce sens qu'elle est disponible comme information pour tous, la technologie ne peut être considérée comme une ressource mais comme une combinaison entre informations (scientifiques mais aussi commerciales) et savoir-faire accumulé par l'entreprise.

(B. REVERDY, *Conversion n°1*)

n
aut
e
dom
aine
de

la recherche est celui de la **recherche stratégique**. Les *thinks tanks* américains ont pensé la guerre froide et la lutte contre l'Union soviétique. Aujourd'hui, toujours très proches du pouvoir, des groupes de pression et des grands médias, ils se sont reconvertis et ont élaboré la **nouvelle stratégie américaine, basée essentiellement sur leur avance technologique** (et sur l'absence de rivaux). Cette révolution va sans doute considérablement transformer les forces armées et l'industrie militaire en passant à une armée hyper technologisée.

Mais ces centres de recherche ont aussi approfondi de nouveaux concepts, tels que la promotion de la démocratie et de la société civile, la sécurité globale, etc. Désormais, et avec la mondialisation, les attitudes comptent autant que le degré de puissance... Espérons que ces dernières réflexions stratégiques prendront le dessus et seront le moteur de ce troisième millénaire.

Si au niveau technique, il reste encore un travail important au niveau du contrôle des brevets sensibles et des

La sécurité collective

Pour permettre la diminution des dépenses militaires, il faut qu'existe pour chaque pays une confiance en ses voisins et partenaires économiques qui s'appuie sur des accords et traités, des systèmes de régulation et de gestion des crises...

Au niveau occidental, on peut considérer qu'un tel système fonctionne comme en témoigne l'élargissement de l'alliance militaire de l'OTAN, les initiatives diplomatiques de l'OSCE ou les accords de désarmement nucléaire. Ces réalisations permettent d'espérer qu'un conflit interétatique soit rendu impossible, ainsi que le surarmement unilatéral. Reste à organiser une réduction collective des armements. **La construction européenne sera probablement le facteur le plus important dans ce domaine** : on peut attendre que la mise en place d'une véritable structure européenne pour l'armement (dont les regroupements industriels sont déjà en cours) et la défense fasse faire un bond en avant par la réduction du nombre de programme d'armement en cours, la diminution des frais de recherche-développement, l'amortissement des chaînes de production. D'un autre côté, on peut constater que ces systèmes de régulation ne sont pas forcément efficaces pour des conflits internes (ex-Yougoslavie par exemple).

Pour l'Asie, on peut s'inquiéter du peu de poids de tels systèmes de régulation entre pays. Et pour l'Afrique, si les frontières semblent à peu près stables, les conflits ethniques internes sont loin d'être régulés...

Des exemples encourageants existent aussi : traité sur l'interdiction des armes chimiques, traité sur la non-prolifération, traité sur l'interdiction des mines antipersonnelles... On note aussi au niveau des instances monétaires (FMI, Banque mondiale) une préoccupation certaine pour la baisse des dépenses militaires au profit du développement et de la réduction des déficits publics.

Sécurité

La question de la sécurité, en effet, n'est plus principalement celle des états-nations. Elle est d'abord celle des individus, dans ce sens qu'on ne peut espérer que l'ordre public règne si des fractions significatives de la population se trouvent objectivement en situation d'insécurité du fait de l'insuffisance d'emplois ou de la violence des rapports sociaux.

(T. GAUDIN, *Conversion n°1*)

Rôle de l'ONU

En admettant la possibilité de l'ingérence, les Nations Unies ont mis fin au dernier des absolutismes, celui des Etats Nations. Ce geste apparaît comme le début d'une mutation de l'organisation du monde : le passage progressif d'une mosaïque planétaire cloisonnée, héritière des tribus et des royaumes, où chacun est maître absolu chez soi, à une "société civile", dans laquelle les trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) autonomes s'articulent comme ils le font déjà dans les pays développés.

C'est effectivement une telle instance [fédérale] qui manque à l'échelle mondiale, habilitée à juger en fonction des législations régionales existantes, mais surtout d'après ce que les différents droits ont en commun, c'est à dire les droits de l'Homme, auxquels s'ajouteront sans doute demain des obligations de protection et d'entretien de la Nature. A cet égard, la protection des droits économiques (la propriété, la liberté d'entreprendre et de s'associer et demain la propriété intellectuelle) est le complément nécessaire de celle des droits politiques de la déclaration de 1789 (habeas corpus et liberté d'opinion).

(T. GAUDIN, *Conversion n°1*)

Mais une **véritable réforme de l'ONU** dans la perspective d'une véritable gouvernance mondiale devrait être un élément déterminant. Elle n'est pourtant pas vraiment à l'ordre du jour ! Le Conseil de sécurité, à cause de sa mauvaise représentativité et de ses blocages, doit être réformé. Mais il faut être beaucoup plus ambitieux. Le rééquilibrage des institutions internationales est à envisager (conseil de sécurité économique et social ?) pour prendre en compte tous les aspects de la **sécurité globale**. La réflexion sur la création d'une force militaire de l'ONU ne doit pas être écartée non plus.

La société civile en Russie

La consolidation de la société civile est, probablement, l'unique perspective raisonnable du développement humain. Cependant, ici non plus, il n'y a pas de processus sans contradictions. Par exemple, il est évident que l'augmentation brutale de la criminalité organisée et de la corruption administrative en Russie d'aujourd'hui est le résultat du fonctionnement excessivement libre des intérêts particuliers du capital d'origine criminel, ainsi que la conséquence de l'absence presque absolue du réel contrôle d'état des nombreux secteurs clés de la vie de la société. Par conséquent, la mesure est indispensable non seulement lors du contrôle de l'activité de l'état effectué par la société civile, mais aussi lors du contrôle de l'activité des privés et de leurs associations effectué par l'état.

(V. KOULTYGUINE, colloque Société civile et développement humain, Moscou, mai 2000)

ainement par des initiatives politiques et diplomatiques fortes, à l'image de la construction européenne, qu'un nouvel élan pourrait être donné à la réduction des dépenses militaires pour prendre la suite de celui de la chute du mur de Berlin.

D'autre part, il faut rester vigilant dans l'application des différents traités de désarmement et aboutir sur une éthique et un contrôle efficace des exportations d'armes dans le monde. Il faudrait associer systématiquement un engagement précis de réduction des dépenses d'armement à toute avancée en matière de sécurité régionale.

Enfin, la société civile doit jouer véritablement un rôle aux côtés de l'Etat et de l'entreprise. Pour certains pays en développement ou en transition, elle doit se créer et se développer. Elle doit se structurer pour être une véritable force de proposition pour la mondialisation, la démocratisation, la prévention des conflits internes ou externes.

C'est cert

Le métier militaire

Le métier militaire change de visage. D'une part, il retrouve sa vocation médiévale : la "protection de la veuve et de l'orphelin". D'autre part, ce métier se rapproche des fonctions de police. Déjà, les armées, dans les pays développés, sont des lieux d'apprentissage de la technique moderne et des savoir-faire associés.

En ce qui concerne la technique, j'observe que nous n'avons pas les armements nécessaires pour lutter contre les mafias (et encore moins contre les "systèmes maffieux" plus ou moins couverts par la loi). Les agresseurs de demain sont des éléments minoritaires, fondus dans la masse d'une population qu'il faut préserver.

(T GAUDIN Conversion n°1)

De grands chantiers

Une politique de grands chantiers était souhaitable, d'abord, pour drainer les sureffectifs et les budgets de la défense et on se plaçait, à l'origine, dans une logique de substitution. Force est de constater que les restructurations industrielles se sont réalisées sous le seul effet des lois du marché et que les dividendes de la paix potentiels - on a avancé le chiffre de 1000 milliards de dollars en 10 ans - ne sont pas réapparus clairement au profit de grands investissements pour le développement et la diminution du chômage, l'éducation et les politiques de santé, la protection de l'environnement et la disparition de la faim dans le monde, etc. Il y a eu dilution et saupoudrage dans un contexte de crise et de réduction des déficits.

Des acteurs de sens pour réenchanter le monde
Sur le chantier de l'emploi, on voit s'échafauder chaque année de nouvelles propositions : relance de la croissance par les grands chantiers européens, dérégulation sur la base du modèle anglo-saxon, partage du travail par la réduction du temps de travail et l'allègement des charges sociales. [...]

Dans un livre écrit avec Denis Piveteau, Jean-Baptiste De Foucauld, ancien Commissaire au plan et Inspecteur général des finances, propose quelques axes stratégiques pour tous les acteurs : Etat, entreprise et société civile.

“ Il y a une crise de l'emploi, une crise du lien social et une crise de sens.” Et ces trois crises sont liées. Tant que l'on a pas pris conscience de ces trois dimensions, les solutions proposées sont vouées à l'échec.

(B. REVERDY, *Conversion n°2*)

Aujourd'hui, les raisons d'agir dans cette direction ne sont plus uniquement liées aux circonstances de la fin de la guerre froide et au défi de la conversion stricto sensu. La prise de conscience s'est affirmée de la nécessité de faire évoluer l'ensemble des facteurs afin que la transformation soit celle d'une "économie de guerre" vers une "économie de paix". Le Viet Nam, par exemple, en fait l'expérience, des années après sa guerre ; faire sortir le pays du sous-développement demeurant la condition de la paix durable. Mais c'est aussi le cas en Colombie où, dans une configuration toute différente, seules des réformes structurelles paraissent de nature à assurer une répartition plus juste des richesses et à fonder un processus de paix crédible. Dernièrement, n'a-t-on pas, à la suite des attentats du 11 septembre et à propos de la lutte contre le terrorisme, évoqué la nécessité d'une action qui devrait s'en prendre aux racines de celui-ci et aux indispensables réformes en profondeur.

On ne peut échapper ni à la logique économique ni à la recherche de sens. La nécessité de “grands travaux” susceptibles de fournir des emplois pour contribuer à une conversion globale d'une économie de guerre à une économie de paix rejoint le défi de la lutte contre la pauvreté ; il faudra bien donner un contenu concret aux “grandes causes” et autres entreprises destinées à rendre la mondialisation plus humaine.

Avec le recul de l'histoire récente, on sait maintenant que les conditions chaotiques dans lesquelles s'est faite l'ouverture des pays de l'ancien bloc soviétique, après la chute du mur de Berlin, et principalement ceux de l'Europe de l'Est, auraient gagné à être “encadrées” dans un nouveau plan de type “Plan Marshall” qui a largement contribué à la reconstruction de l'Europe de l'Ouest entre 1948 et 1952. Ceci concerne des programmes d'équipement, en particulier dans le domaine des transports, qui ont été un temps envisagés, mais, plus largement, auraient du faire partie d'une politique de coopération plus ambitieuse. Et ceci est dans doute davantage affaire de posture intellectuelle et de volonté politique que de logique et de capacité économiques lorsqu'on réalise que le produit annuel d'une taxe genre Tobin pourrait représenter l'équivalent de deux plans Marshall !

Le rôle de la société civile

L'interpénétration entre secteur civil et secteur militaire entre activités pacifiques et activités de guerre reste très forte. Internet, c'est d'abord la DARPA, la RD du Pentagone.

La mission fondamentale de la société civile doit consister à diriger la technologie vers le secteur civil, à des fins pacifiques. Elle doit également veiller à l'évolution du secteur militaire.

Il ne saurait y avoir de place pour la naïveté : le secteur civil n'est pas intrinsèquement pacifique. Ce qui compte, c'est l'orientation politique des organisations, des entreprises : que veut-on obtenir, que recherche-t-on ? Ce "on", au demeurant qui est-il ? L'Etat ? Des groupes d'intérêts, des entreprises, grandes et petites ? Des intérêts régionaux ?

Il n'y a jamais eu de séparation totale, ni entre civil et militaire, ni entre temps de paix et temps de guerre. Durant le temps de paix, intervient en effet la stratégie des moyens qui prépare la guerre, soit disant pour ne pas avoir à la faire. Il est toutefois vrai que, de plus en plus, un continuum s'est établi. Quel en est exactement la justification ? C'est là qu'il convient d'être vigilant à la fois sur les justifications et sur l'évolution des technologies de l'armement.

(F. GERE, *colloque Société civile et développement humain, Moscou, mai 2000*)

L'éducation et la formation pour la paix

Le défi de la conversion met en évidence la nécessaire transformation des mentalités. L'un des objectifs principaux doit être la prévention des conflits et il est donc nécessaire de développer des communautés apprenantes ainsi qu'une véritable capacité d'anticipation.

Société civile

Encore pour quelques décennies, la grande majorité de l'espèce humaine croit au rapport de force comme structurant les rapports sociaux. La réalité quotidienne lui confirme cette croyance.

S'il y a début de construction d'une société civile planétaire, ce n'est pas parce que, en cette fin de vingtième siècle, l'espèce humaine aurait été touchée par la grâce, et serait devenue soudain pacifique après avoir été belliqueuse pendant dix millénaires. C'est parce que les conditions objectives de survie et de communication changent. La situation actuelle n'est donc que la première étape de la grande mutation de l'organisation du monde, qui prendra certainement plusieurs décennies. Selon notre prospective, elle se constituera à mesure que les réseaux télématiques, porteurs d'échanges commerciaux et culturels se mondialiseront.

(T. GAUDIN, *Conversion n°1*)

Chine "promettre qu'il sera une nation démocratique au 3e millénaire" et si l'on peut voir son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce comme relevant aussi de cette orientation, l'objectif aura d'autant plus de chances d'être atteint qu'auront aussi été multipliées, pour lui comme pour beaucoup d'autres, des initiatives, d'origine associative et universitaire notamment, en matière de défense des droits de l'homme, de promotion d'un développement durable, de protection de l'environnement, etc. Cet effort d'éducation à la paix se caractérise par l'accent mis sur le travail interdisciplinaire et son développement en réseau, les réseaux de connaissance étant destinés à devenir de véritables réseaux d'influence.

Du simple dialogue à l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, cette dernière est à la base des changements de mentalité et de comportement. La conversion de l'adage antique "Si tu veux la paix, prépare la guerre" en "Si tu veux la paix, prépare la paix" est en fait tout le programme d'une éducation qui doit être renouvelée pour répondre au défi de la complexité et promouvoir effectivement une véritable culture de la paix.

Après la chute du mur de Berlin, l'absence d'ennemi désigné a perturbé les schémas de représentation et on a pu constater dans la plupart des pays un flottement certain quant à la nouvelle stratégie militaire à adopter... Le développement des moyens de communication avait fortement contribué à l'évolution des aspirations des populations et à l'avènement de ces bouleversements géostratégiques. On peut considérer aujourd'hui que l'explosion des technologies de l'information est à l'origine d'une véritable "révolution dans les affaires militaires" (RMA), pour utiliser un concept venu des Etats-Unis, et il y a RMA lorsque sont réunis trois facteurs : une innovation technologique, un changement dans les concepts d'emploi et une modification dans l'organisation des forces.

En réalité la "révolution" n'est pas à faire seulement dans la tête des militaires. S'il est satisfaisant, par exemple, d'entendre un grand pays comme la

Sociologie et conversion

...Toute stratégie de reconversion doit poser le problème suivant : comment cette stratégie va-t-elle affecter le travailleur ? Pour qu'un programme de reconversion soit efficace, ses responsables doivent savoir motiver les travailleurs pour les rendre enthousiastes face à la transition qui s'effectue sous leur yeux et dont ils font partie intégrante. [...] En évaluant à leur juste valeur les éléments sociologiques et psychologiques affectant les travailleurs des industries d'armement, ceux qui établissent les programmes de reconversion peuvent effectivement mettre en avant les aspects positifs d'un travail nouveau, plus en accord avec les besoins de la société, et qui s'accomplit au sein d'une organisation appliquant les principes fondamentaux de la démocratie.

(A. BLIN, *Conversion n°3*)

RECOMMANDATIONS

La démonstration qu'à permis de faire cette recherche sur la conversion des industries d'armement est d'abord celle de l'impossibilité d'une réponse simple ; c'est une stratégie globale qui doit être mise en œuvre.

- **Une démarche programmée**
La diminution des budgets de défense, la réorientation de l'outil industriel et la conversion des personnels demandent du temps et une planification rigoureuse.
- **Une approche régionale**
Que ce soit à une échelle locale (la restructuration industrielle d'un bassin d'emploi) ou à l'échelle internationale (l'exemple de la construction européenne), les problèmes de conversion doivent être traités sur un plan régional.
- **Les technologies duales et la diversification**
La réorientation de l'outil industriel se fait le plus souvent par une diversification : la production de défense devient minoritaire dans le chiffre d'affaire d'une entreprise. Mais plus la limite entre technologie civile et militaire devient floue, et plus de nouveaux outils de contrôle doivent être mis en place.
- **Des indicateurs pour la prévention des conflits**
Le renseignement et la réflexion stratégique doivent être réorientés pour prendre en compte une vision beaucoup plus globale de la sécurité qui aboutisse à la création d'indicateurs de paix fiables.
- **Les accords internationaux et la gouvernance mondiale**
Le droit international et ses systèmes de régulation et de règlement des conflits doivent progresser dans tous les domaines : militaire, pénal, économique et social...
- **Le rôle de la société civile**
La société civile doit tenir sa véritable place aux côtés de l'Etat et de l'entreprise. Elle doit se structurer pour se renforcer dans les pays en développement ou en transition.
- **Le développement humain et les grandes causes universelles**
Le concept de développement durable et humain doit se substituer à la croissance quantitative et donner la priorité aux grandes causes pour contribuer à rendre la mondialisation plus humaine.
- **L'éducation et la culture de la paix**
Un effort d'éducation spécifique doit accompagner non seulement l'adaptation professionnelle des salariés concernés mais aussi une véritable révolution dans les affaires de défense et de sécurité à tous les niveaux de responsabilité. Il soutiendra le développement d'une culture de la paix.